

DE : C.C.E. BRUXELLES SEG12 - S.G.
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 18:13 3-06-83 000104568 - 000106290

TLX N 94332-SG B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 128 DU 03.06.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

TRAVAUX DE LA COMMISSION

1.1 SOMMET DE WILLIAMSBURG

LE PRESIDENT THORN A RENDU COMPTE DES TRAVAUX DU SOMMET OCCIDENTAL DE WILLIAMSBURG AUQUEL IL A PARTICIPE. LE PRESIDENT ORTOLI A COMMENTE LES TRAVAUX DES MINISTRES DES FINANCES QUI SE SONT REUNIS EN MEME TEMPS QUE LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT ET ONT PREPARE LA PARTIE FINANCIERE ET MONETAIRE DE LEUR CONCLUSION. LE PRESIDENT THORN ET LE PRESIDENT ORTOLI ONT RELEVÉ L'APPROFONDISSEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LES PAYS PARTICIPANTS ET LE CLIMAT CONSTRUCTIF DES DELIBERATIONS.

A L'ISSUE DE LA CEREMONIE FINALE, LE PRESIDENT THORN A DECLARE A LA PRESSE QUE CE SOMMET AVAIT REPONDU A SON ATTENTE DANS LA MESURE OU IL AVAIT ABOUTI A DES COMPROMIS RAISONNABLES OU DES ACCORDS SUR LES POINTS CRUCIAUX DES TAUX D'INTERET, DE LA COOPERATION MONETAIRE ET DES RELATIONS ECONOMIQUES EST/OUEST ET OU L'OCCIDENT EST DESORMAIS PLUS FORT ET PLUS UNI DANS LA LUTTE CONTRE L'INFLATION ET LE CHOMAGE ET DANS SA DETERMINATION DE SOUTENIR UNE REPRISE ECONOMIQUE.

1.2 CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART

LA COMMISSION A APPROUVE DEUX RAPPORTS DESTINES AU CONSEIL EUROPEEN : L'UN SUR LA BIOTECHNOLOGIE, L'AUTRE SUR LES TELECOMMUNICATIONS. L'UN ET L'AUTRE DEGAGENT LES BASES D'UNE ACTION COMMUNAUTAIRE DANS DES DOMAINES OU SE DEVELOPPEMENT LES TECHNIQUES DE L'AVENIR, COMME LA COMMUNICATION ANTERIEURE SUR L''ESPRIT''.

LE RAPPORT SUR LA BIOTECHNOLOGIE CONSTATE LES POSSIBILITES NOUVELLES OFFERTES PAR LES PROGRES DE LA SCIENCE EN VUE D'EXPLOITER LES PROPRIETES DU VIVANT ET EXPOSE LES CONSEQUENCES POUR L'AGRICULTURE, LA SANTE, L'INDUSTRIE CHIMIQUE, ETC... LA COMPLEXITE DES DISCIPLINES, LE DEGRE ELEVE DE COMPETENCE REQUISES ET L'AMPLEUR DES MOYENS A MOBILISER JUSTIFIENT UNE APPROCHE COMMUNAUTAIRE SI L'EUROPE VEUT RATTRAPER SON RETARD ACTUEL SUR LES ETATS-UNIS ET LE JAPON DANS CE DOMAINE.

LE RAPPORT SUR LES TELECOMMUNICATIONS CONSTATE L'AMPLEUR DES MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ACTUELLES ET LES INVESTISSEMENTS CONSIDERABLES QUE NECESSITERA LA MAITRISE DE LA VERITABLE REVOLUTION TECHNIQUE QUI SE PREPARE. LA DIMENSION EUROPEENNE PEUT SEULE DONNER UN MARCHÉ PERMETTANT D'AMORTIR LES INVESTISSEMENTS INDIS-

PENSABLES. CELA IMPLIQUE D'ETABLIR UN CADRE POLITIQUE ET JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE ET UN TRANSFERT DE POUVOIRS. LA COMMISSION RECOMMANDE LA MISE EN PLACE D'UN GROUPE DE REFLEXION A HAUT NIVEAU QUI ENGAGERAIT LES TRAVAUX SUR CES BASES.

| | |
|------------|----|
| H.D. | Rp |
| D.H.D. | Bj |
| INFO. | ✓ |
| TRADE | ✓ |
| AGRI. | ✓ |
| LEGAL | ✓ |
| FIN & DEV. | ✓ |
| SCI & ENE. | ✓ |
| SUP. AG. | ✓ |
| ADM. | ✓ |
| C.F. | ✓ |

432

mmB

Western Union



International Telex



Western Union International, Inc.



EX

International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International Tel

LA COMMISSION POURA LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN A SA REUNION DE STRASBOURG LA SEMAINE PROCHAINE. OUTRE UNE NOUVELLE COMMUNICATION SUR LES 'PLUIES ACIDES', ELLE DOIT NOTAMMENT PREPARER SA COMMUNICATION HABITUELLE SUR LA 'SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE'.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEILS 'AFFAIRES SOCIALES', 'EDUCATION'

LA SEMAINE PROCHAINE NOUS RENDRONS COMPTE DES TRAVAUX DU CONSEIL 'AFFAIRES SOCIALES', DE LA REUNION DU CONSEIL ET DES MINISTRES DE L'EDUCATION ET DU CONSEIL CONJOINT REUNISSANT POUR LA PREMIERE FOIS LES MINISTRES DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EDUCATION QUI SE DEROULENT ACTUELLEMENT A LUXEMBOURG.

2.2 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

OUTRE LES COMMUNICATIONS DESTINEES AU CONSEIL EUROPEEN (BIOTECHNOLOGIE, TELECOMMUNICATION, PLUIES ACIDES) LA COMMISSION A ADOPTE NOTAMMENT :

- LE NOUVEAU PROGRAMME DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE POUR LES 4 PROCHAINES ANNEES (1984/87) : CONFORMEMENT AUX ORIENTATIONS RETENUES PAR LA COMMISSION DANS SON PROGRAMME-CADRE, LE CCR EST APPELE A CONTRIBUER A CINQ ACTIONS RELATIVES AUX TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES (MESURES NUCLEAIRES, MATERIAUX DE REFERENCE, ETC..) A LA FUSION NUCLEAIRE, A LA SURETE DES REACTEURS ET A LA GESTION DES DECHETS, AUX ENERGIES NON NUCLEAIRES ET A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

- PLUSIEURS PROPOSITIONS DE PROGRAMMES PLURIANNUELS DE RECHERCHE DANS LE DOMAINE NUCLEAIRE (DECLASSEMENT DES CENTRALES NUCLEAIRES, SECURITE DES REACTEURS, RADIO PROTECTION) QUI S'INSERENT DANS LE PROGRAMME-CADRE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT QUE LA COMMISSION A SOUMIS AU CONSEIL AU DEBUT DE CETTE ANNEE. CERTAINS DE CES PROGRAMMES SERONT DEVELOPPES DANS LE CENTRE COMMUN DE RECHERCHE, D'AUTRES SERONT EXECUTES A FRAIS PARTAGES ENTRE LA COMMISSION ET DES CENTRES DE RECHERCHE NATIONAUX. L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES MET EN EVIDENCE LE ROLE DIRECTEUR DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE DANS LES TRAVAUX RELATIFS A LA SECURITE NUCLEAIRE.

- DANS LE DOMAINE NON NUCLEAIRE, UN PROGRAMME DE RECHERCHE ENERGETIQUE (ENERGIE SOLAIRE, EOLIENNE, BIOMASSE).

2.3 ENERGIE

LE CONSEIL ENERGIE DU 21 AVRIL A LUXEMBOURG AVAIT EU UN LARGE DEBAT SUR LA SITUATION DU MARCHÉ PETROLIER ET LES OBJECTIFS ENERGETIQUES DE LA COMMUNAUTE ET DECIDE QU'UNE MISE A JOUR DES PRIORITES DE LA COMMUNAUTE S'IMPOSAIT.

LA COMMISSION, LE 1ER JUIN, A APPROUVE TROIS DOCUMENTS, QUI CONSTITUENT LES BASES NECESSAIRES POUR UNE TELLE DECISION.

A) STRATEGIE ENERGIE JE : EVOLUTION ET NOUVELLES LIGNES D'ACTION

CETTE COMMUNICATION EVALUE LES PROGRES OBTENUS VERS LA REALISATION DES OBJECTIFS ENERGETIQUES DE LA COMMUNAUTE A L'HORIZON 1990 ET ANALYSE LE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE INDISPENSABLE POUR LES ATTEINDRE.

LES CONCLUSIONS CONFIRMENT L'EXIGENCE

- DE L'INCITATION AUX INVESTISSEMENTS EN MATIERE D'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE,
- DE LA MISE EN PLACE DE REGIMES DE PRIX COHERENTS,
- D'UN EFFORT ACCRU DE RECHERCHE, DEVELOPPEMENT ET DEMONSTRATION TECHNOLOGIQUE,
- D'UNE PROMOTION DE L'UTILISATION DES COMBUSTIBLES SOLIDES,
- DE L'EXECUTION DES PROGRAMMES NUCLEAIRES,
- D'UN RENFORCEMENT DE LA SECURITE DES APPROVISIONNEMENTS EN GAZ NATUREL,
- D'UN NIVEAU ADEQUAT DES STOCKS OBLIGATOIRES DE PETROLE BRUT ET DE PRODUITS PETROLIERS.

B) PROGRAMME QUINQUENNAL D'ACTION

DANS SA COMMUNICATION SUR LE FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE, LA COMMISSION AVAIT ANNONCE SON INTENTION DE PROPOSER UN EFFORT SPECIAL POUR DEVELOPPER LES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES, NOTAMMENT INCITER A UNE UTILISATION PLUS RATIONNELLE DE L'ENERGIE ET GARANTIR UN APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE PLUS SUR ET PLUS DIVERSIFIE.

LA NOUVELLE COMMUNICATION DE LA COMMISSION PRESENTE LE CONTENU D'UN PROGRAMME QUINQUENNAL D'ACTION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE, SON COUT AINSI QUE SON EVENTUEL SYSTEME DE FINANCEMENT.

LE PROGRAMME PROPOSE RETIENT NOTAMMENT :

- L'UTILISATION PLUS RATIONNELLE DE L'ENERGIE AU MOYEN DE SUBVENTIONS SOUS FORME DE BONIFICATIONS D'INTERET A CERTAINS TYPES D'INVESTISSEMENT, L'ADOPTION D'UN 3EME PROGRAMME R ET D QUI COUVRIRA LES ECONOMIES D'ENERGIE, LA LIQUEFACTION ET LA GAZEIFICATION DES COMBUSTIBLES SOLIDES, AUSSI BIEN QUE LES ENERGIES RENOUVELABLES (LES PROJETS DE DEMONSTRATION ATTENDENT TOUJOURS

UNE DECISION DU CONSEIL) ET ENFIN CERTAINES MESURES DESTINEES A FACILITER LA PENETRATION DE L'ELECTRICITE (QUI, PRODUITE A PARTIR DU NUCLEAIRE ET DE COMBUSTIBLES SOLIDES, EST DE PLUS EN PLUS RENTABLE ET SURE). CETTE PENETRATION DEVRAIT ETRE NECESSAIREMENT ACCOMPAGNEE D'UNE INTEGRATION PLUS PUSSEE DES RESEAUX ELECTRIQUE DE LA COMMUNAUTE.

- UNE NOUVELLE ACTIVITE DE PROSPECTION D'HYDROCARBURES (RECONNAISSANCES SISMiques, FORAGES DANS DE NOUVELLES ZONES) EN PERTE DE VITESSE AU COURS DES DERNIERES ANNEES.

- UN DEVELOPPEMENT PLUS EQUILIBRE DE L'APPROVISIONNEMENT : LA CONSOMMATION DE COMBUSTIBLES SOLIDES EST INSATISFAISANTE. L'ACTION DE LA COMMUNAUTE DOIT SE DEVELOPPER SUIVANT QUATRE LIGNES: AMELIORATION DES TECHNOLOGIES PERMETTANT UNE UTILISATION PLUS PROPRE ET PLUS EFFICACE AINSI QUE LA CONVERSION DES COMBUSTIBLES SOLIDES, ENVIRONNEMENT, EXPANSION DU COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE ET REDUCTION DES COUTS DANS L'INDUSTRIE CHARBONNIERE.

DANS LE DOMAINE NUCLÉAIRE : PROJETS PILOTES SUR STOCKAGE DES DECHETS RADIOACTIFS ET RENFORCEMENT DE LA SECURITE DANS LE DEMANTELEMENT DES INSTALLATIONS.

L'IMPORTANCE PRISE PAR LA CONSOMMATION DE GAZ NATUREL D'IMPORTATION EXIGE UN SYSTEME D'APPROVISIONNEMENT PLUS FLEXIBLE PAR UNE PLUS GRANDE INTEGRATION DES RESEAUX DE TRANSPORT ET LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE STOCKS STRATEGIQUES, COMMUN A PLUSIEURS PAYS.

LE COUT PROBABLE DU PROGRAMME ATTEINDRA SON MAXIMUM, AVEC 1,5/2 MILLIARDS D'ECUS , VERS LES ANNEES 1986-1987.

(LA COMMISSION A PROPOSE, DANS L'AVANT-PROJET DE BUDGET 1984, 769 MECUS POUR L'ENERGIE ET 177 MECUS POUR LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT ENERGETIQUE, SANS LA FUSION).

LE PROGRAMME POURRAIT ETRE FINANCE PAR LES RESSOURCES PROPRES DE LA COMMUNAUTE A CONDITION QUE LE CONSEIL ACCEPTE LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EN MATIERE DE FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE.

COMME ALTERNATIVE A CE SYSTEME, LA COMMISSION DEVELOPPERA DANS L'AVENIR SES REFLEXIONS SUR LA POSSIBILITE DE PRELEVEMENT D'UNE TAXE SUR LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DONT SERAIT EXEMPTEE L'INDUSTRIE EUROPEENNE. A LA LUMIERE DE CES TRAVAUX ET DES REACTIONS DU CONSEIL ET DU PARLEMENT, LA COMMISSION EXAMINERA LA POSSIBILITE DE PROPOSITIONS FORMELLES.

C) L'INDUSTRIE DU RAFFINAGE

CE DOCUMENT DECRIT LA SITUATION ACTUELLE DE L'INDUSTRIE DU RAFFINAGE PETROLIER DANS LA COMMUNAUTE ET RECOMMANDE DE REDUIRE ENCORE DAVANTAGE LES CAPACITES PRIMAIRES EXISTANTES. IL ABORDE EGALEMENT DE NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS TELS QUE LE RACHAT PAR DES PAYS PRODUCTEURS D'INSTALLATIONS DE RAFFINAGE/DISTRIBUTION DANS LA COMMUNAUTE.

2.4 PETROCHIMIE ET PLASTIQUES

LES REPRESENTANTS DES PRINCIPALES FIRMES PETROCHIMIQUES EUROPEENNES ONT REMIS LE 30 JUIN A MM. DAVIGNON, ANDRIESEN ET NARJES UN RAPPORT, ANNONCE EN JUILLET DERNIER, QUI CONFIRME ET QUANTIFIE LES ASPECTS STRUCTURELS DE LA CRISE MAIS INDIQUE AUSSI LES PROGRES ACCOMPLIS ENTRETEMPS EN MATIERE DE RESTRUCTURATION. UNE NOUVELLE RENCONTRE EST PREVUE AVANT LA FIN DE CETTE SEMAINE.

3. ELARGISSEMENT

3.1 AGRICULTURE

LA COMMISSION DEVRAIT APPROUVER LA SEMAINE PROCHAINE UNE IMPORTANTE COMMUNICATION AU CONSEIL SUR LES CHAPITRES 'AGRICULTURE' DES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL TRAITANT NOTAMMENT DES MODALITES D'UNE PERIODE DE TRANSITION PAR ETAPES ET DES DISCIPLINES DE PRODUCTION A RESPECTER PAR LES NOUVEAUX ADHERENTS AU COURS DE CETTE PERIODE.

3.2 ADHESION ESPAGNE

EN PREVISION DE LA SESSION MINISTERIELLE QUI SE TIENDRA EN MARGE DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DU 21 JUIN, 9 DELEGATIONS ONT APPROUVE DEUX DECLARATIONS DE LA COMMUNAUTE SUR :

- LES RELATIONS EXTERIEURES DANS LE DOMAINE DE LA CECA,
 - LES RELATIONS EXTERIEURES, NOTAMMENT LES RESTRICTIONS QUANTITATIVES A L'EGARD DES PAYS A COMMERCE D'ETAT.
- LA DELEGATION FRANCAISE A EMIS UNE RESERVE D'ATTENTE.

3.3 AIDES PRE-ADHESION ESPAGNE

LA BEI A ACCORDE DEUX NOUVEAUX PRETS, L'UN DE 25 MIO ECUS POUR LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE, L'AUTRE DE 13 MIO ECUS POUR LES INFRASTRUCTURES PETITES ET MOYENNES.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 EFTA

4.1 EFTA

A) JOINT COMMITTEES

AS IS CUSTOMARY AT THIS TIME OF THE YEAR, THE FIRST OF THE EFTA JOINT COMMITTEES MET ON 30 MAY IN BRUSSELS.

SWITZERLAND

THE TWO PARTIES EXPRESSED THEIR SATISFACTION AS TO HOW THE FREE TRADE AGREEMENTS WERE FUNCTIONING. NO MAJOR DIFFICULTIES WERE BEING ENCOUNTERED BY EITHER PARTY.

THE SWISS DELEGATION EXPRESSED ITS CONCERN THAT THE CURRENT EFFORTS WITHIN THE COMMUNITY TO STRENGTHEN THE INTERNAL MARKET COULD WEAKEN THE ACCESS FOR PRODUCTS OF EFTA ORIGIN TO THE EEC. MR DUCHATEAU WAS ABLE TO REASSURE OUR PARTNER THAT A MORE UNIFIED INTERNAL MARKET WOULD IN FACT BRING CONSIDERABLE ADVANTAGES TO THE EFTA COUNTRIES.

FOR OUR PART, WE RAISED THE ISSUE OF THE PROPOSALS CURRENTLY BEFORE THE SWISS PARLIAMENT TO LEVY A ROAD TAX ON HEAVY LORRIES AS WELL AS CREATING A GENERAL MOTORWAY TAX.

(ATTENTION DIS : WHILE NOT CONTESTING THE RIGHT OF THE SWISS AUTHORITIES TO LEVY THESE TAXES ON FOREIGN VEHICLES, THE COMMISSION EMPHASISED THAT IT WOULD HAVE A DETRIMENTAL EFFECT OF THE MOVEMENT OF GOODS AND PERSONS AND THAT CERTAIN ASPECTS OF IT COULD DISCRIMINATE AGAINST NON-SWISS TRANSPORT FIRMS. FIN DIS).

ICELAND

BOTH SIDES AGREED THAT RELATIONS IN GENERAL ARE EXCELLENT.

HOWEVER, ICELAND URGED THAT LOW DUTIES SHOULD BE MAINTAINED BY THE COMMUNITY FOR CERTAIN FISH PRODUCTS NOT COVERED BY THE AGREEMENT. THE COMMISSION, FOR ITS PART, REGRETTED THAT IT HAD NOT BEEN POSSIBLE - DESPITE REPEATED EFFORTS - TO NEGOTIATE A FISHERIES AGREEMENT BETWEEN ICELAND AND THE COMMUNITY.

B) COOPERATION

CONFORMEMENT AUX VO... DU PARLEMENT ET DANS LA PERSPECTIVE DE L'EXAMEN (FIN JUIN) DES PROGRES DE LA COOPERATION AVEC LES PAYS DE L'AELE PENDANT LA PERIODE DE JUILLET 82 A JUIN 83, LA COMMISSION PROPOSE DE RETENIR ENTRE AUTRES COMME NOUVEAUX SECTEURS PAR RAPPORT A 1978 : LA PECHE, LES REGLES DE CONCURRENCE APPLICABLES AUX ENTREPRISES, LA POLITIQUE INDUSTRIELLE, LA COOPERATION R ET D, LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES, LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT ET LA COOPERATION DANS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET L'INFORMATION.

4.2 ISRAEL

A L'OCCASION D'UNE TOURNEE DANS PLUSIEURS CAPITALES DE LA COMMUNAUTE, M. SHAMIR, MINISTRE ISRAELIEN DES AFFAIRES ETRANGERES, A ETE RECU PAR LE PRESIDENT THORN, LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET M. PISANI.

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR

- LE 2EME PROTOCOLE FINANCIER DE L'ACCORD CEE/ISRAEL, BLOQUE A LA SUITE DE L'INTERVENTION D'ISRAEL AU LIBAN,
- LES CRAINTES D'ISRAEL SUR LES EFFETS DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES ISRAELIENNES,
- LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT : ISRAEL SOUHAITE QUE LA COMMUNAUTE ENTREPRENNE UNE DEMARCHE DEMANDANT LE RETRAIT DES TROUPES SYRIENNES DU LIBAN.

4.3 INDE

THE SECOND SESSION OF THE EEC/INDIA JOINT COMMISSION UNDER THE COOPERATION AGREEMENT SIGNED IN 1981 TOOK PLACE IN BRUSSELS ON 30TH AND 31ST MAY 1983 AT MINISTERIAL LEVEL. THE EEC DELEGATION WAS LED BY MR HAFERKAMP AND THE INDIAN DELEGATION BY MR V.P. SINGH, COMMERCE MINISTER.

THE JOINT COMMISSION HAD A DETAILED REVIEW OF THE ECONOMIC SITUATION IN THE COMMUNITY AND INDIA, PARTICULARLY ITS BEARING ON THE FORTHCOMING UNCTAD MEETING. BOTH SIDES CONCURRED THAT A CONSTRUCTIVE APPROACH TO THIS MEETING WAS REQUIRED IN VIEW OF THE INTER-DEPENDENCE OF THE DEVELOPED AND DEVELOPING NATIONS. IT WAS AGREED THAT THERE SHOULD BE CLOSE CONSULTATION DURING THE MEETING BETWEEN THE COMMUNITY AND INDIA AS KEY ELEMENTS IN THE INDUSTRIALISED AND DEVELOPING WORLDS.

CONSIDERING THE LARGE TRADE DEFICIT WHICH HAD CONTINUED FOR THE SECOND YEAR IN SUCCESSION, THE JOINT COMMISSION AGREED THAT THE WORKING GROUP ON TRADE SHOULD ASSIST INDIA TO REDUCE HER DEFICIT, AND NOTED THAT SOME PROGRESS HAD BEEN MADE IN THIS AREA. THE PROGRAMME OF TRADE PROMOTION WAS ALSO REVIEWED AND A NEW PROGRAMME FOR 1983 WAS ADOPTED.

THE JOINT COMMISSION AGREED TO INTENSIFY THE PROGRAMME OF INDUSTRIAL COOPERATION ESPACIALLY AIMED AT STIMULATING EUROPEAN INVESTMENT IN INDIA AND FOSTERING TRANSFER OF TECHNOLOGY. BOTH SIDES AGREED ON THE NEED TO FORMULATE A CONCRETE FOLLOW-UP PROGRAMME PURSUANT TO THE 3 SEMINARS HELD IN EUROPE AND THE INDUSTRIAL CONFERENCE HELD IN INDIA EARLIER THIS YEAR.

A SPECIAL NOTE WAS TAKEN OF THE REQUEST BY THE INDIAN SIDE FOR ACCESS TO THE RESOURCES OF THE EUROPEAN INVESTMENT BANK VIS-A-VIS THE NEED TO INVEST CONSIDERABLE AMOUNTS ON ENERGY PROJECTS IN INDIA IN THE NEAR FUTURE.

THE JOINT COMMISSION THOROUGHLY EXAMINED THE PRIORITIES OF

TRILATERAL COOPERATION INVOLVING THE UTILISATION OF TRAINING INSTITUTIONS AND CONSULTANCY SERVICES AVAILABLE IN INDIA FOR THE DEVELOPMENTAL PROGRAMMES OF OTHER COUNTRIES IN THE THIRD WORLD, WITH EEC ASSISTANCE. AN EEC DELEGATION IS LIKELY TO VISIT INDIA SHORTLY.

THE JOINT COMMISSION AGREED ON PRIORITIES FOR COOPERATION IN THE FIELD OF SCIENCE AND TECHNOLOGY WITH ESPECIAL EMPHASIS ON ENERGY, TROPICAL MEDICINE, AGRICULTURE AND ENVIRONMENTAL QUESTIONS.

MR SINGH USED THE OPPORTUNITY TO EXCHANGE VIEWS WITH COMMISSIONER HAFERKAMP, DAVIGNON, PISANI AND ANDRIESEN.

4.4 SUCRE PREFERENTIEL

A) PRIX GARANTIS 83/84

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR LES DIRECTIVES DE NEGOCIATION AVEC LES ACP, EXACTEMENT SUR LES MEMES BASES QUE POUR LA CAMPAGNE PRECEDENTE.

(ATTENTION DIS : LE CONSEIL A EGALEMENT ARRETE UNE DECLARATION DE LA COMMUNAUTE EXPRIMANT L'AVIS QUE LE COUT DU FRET MARITIME NE DEVRAIT PAS ETRE PRIS EN COMPTE POUR LA DETERMINATION DE PRIX GARANTIS. IL SUBSISTE UNE RESERVE D'UNE DELEGATION SUR LE PRINCIPE DE CETTE DECLARATION. FIN DIS).

B) INDE/COTE D'IVOIRE

LA COMMISSION A PROPOSE AU CONSEIL :

- UN RETABLISSEMENT PARTIEL DE LA QUANTITE CONVENUE DANS LE CADRE DE L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'INDE SUR LE SUCRE DE CANNE,
- L'ADHESION DE LA COTE D'IVOIRE AU PROTOCOLE NR 7.

4.5 UNCTAD VI

ON MAY 25TH, THE COUNCIL HAS APPROVED THE GUIDELINES FOR THE COMMUNITY POSITION AT THE FORTHCOMING UNCTAD VI (BELGRADE, 6/30 JUIN).

THE COMMUNITY INTENDS TO CONTRIBUTE ACTIVELY TO THE CONFERENCE WITH AN OPEN-MINDED AND CONSTRUCTIVE SPIRIT. ITS APPROACH WILL BE BASED ON THREE MAJOR GUIDELINES :

- EXPLICIT RECOGNITION OF THE OBJECTIVE DIFFICULTIES, WHETHER THEY ARE OF A GENERAL OR MORE SPECIFIC NATURE, WHETHER THEY ARE DUE TO THE RECESSION OR TO CAUSES OF A MORE STRUCTURAL NATURE.
- DESIRABILITY OF SEEKING FORMULES FOR OVERCOMING THESE DIFFICULTIES ON THE BASIS OF EXISTING ARRANGEMENTS BY SEEKING TO IMPROVE THEM, TO STRENGTHEN THE MEANS AVAILABLE AND TO SUPPLEMENT

THEM BY ADDING NEW ASPECTS CONSISTENT WITH SUCH ARRANGEMENTS.
- PLAY AN ACTIVE PART IN DRAWING UP SPECIFIC FORMULAS DEFINED IN THIS WAY AND TO OUTLINE THE FORM OF SOME OF THEM DURING THE CONFERENCE DISCUSSIONS.

THE COUNCIL ALSO AGREED UPON MOST OF THE SPECIFIC GUIDELINES FOR EACH OF THE PARTICULAR TOPICS OF DISCUSSION. THE MAIN ELEMENTS THEREOF CAN BE SUMMARIZED AS FOLLOWS :

- COMMODITIES: CONTINUED SUPPORT FOR THE INTEGRATED PROGRAMME FOR COMMODITIES. EFFORTS TO RATIFY THE COMMON FUND AGREEMENT WITHIN THE STATED PERIODE. READINESS TO EXAMINE WAYS TO IMPROVE THE FUNCTIONING OF EXISTING COMMODITY AGREEMENTS.

- TRADE : REAFFIRMATION OF IMPORTANCE ATTACHED TO MAINTAINING AN OPEN MULTILATERAL AND GLOBAL TRADE SYSTEM AND TO REJECTING PROTECTIONISM. ATTACHMENT TO POLICIES AIMED AT FACILITATING STRUCTURAL ADJUSTMENT PROCESSES. MAINTENANCE AND IMPROVEMENT OF GSP UNTIL 1990.

- FINANCIAL AND MONETARY PROBLEMS : DISCUSSION ON CONDITIONS ON WHICH THE INTERNATIONAL MONETARY AND FINANCIAL SYSTEM WOULD CONTRIBUTE TO SUSTAINED RECOVERY. GREATER STABILITY OF EXCHANGE RATES TO BE ACHIEVED ON THE BASIS OF CONCERTED ECONOMIC POLICIES. READINESS TO STUDY THE POSSIBILITIES FOR DEBT RELIEF MEASURES FOR THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES. RECONFIRMATION OF ENGAGEMENTS REGARDING QUANTITATIVE TARGETS FOR DEVELOPMENT AID. READINESS TO ACCEPT EARLY OPERATIONALIZATION OF IMF QUOTA INCREASE. READINESS TO EXAMINE NECESSITY OF A NEW SDR ALLOCATION.

THE COREPER OF JUNE 2 HAS NOT BEEN ABLE TO ACHIEVE AN AGREED POSITION ON THE FOLLOWING QUESTIONS BOTH IN THE FIELD OF COMMODITIES :

- EXAMINATION (IN CO-OPERATION WITH OTHER COUNTRIES) OF THE PROBLEMS OF CERTAIN DEVELOPING COUNTRIES TO PAY THEIR CONTRIBUTION TO THE COMMON FUND.

- STABILIZATION OF EXPORT EARNINGS : EXTENSION OF STABEX TO LEAST DEVELOPED COUNTRIES. READINESS TO PARTICIPATE IN THE EXAMINATION OF THE IMF COMPENSATORY FINANCING FACILITY. UNCTAD STUDY ON OTHER POSSIBLE STABILIZATION SCHEMES.

5. QUESTIONS DIVERSES

5.1 DELEGATION EN ASIE DU SUD

M. MACIOTI, CHEF DE LA NOUVELLE DELEGATION EN ASIE DU SUD A REJOINT NEW DELHI CETTE SEMAINE A L'ISSUE DE LA COMMISSION MIXTE CEE/INDE QUI SE REUNISSAIT A BRUXELLES AU NIVEAU MINISTERIEL.

5.2 DELEGATION DE CANBERRA

M. FROSCHMAIER, DIRECTEUR GENERAL DE L'INFORMATION, PARTICIPERA
LE 16 JUIN A L'OUVERTURE OFFICIELLE DU SERVICE DE PRESSE ET
D'INFORMATION AU SEIN DE LA DELEGATION.

(IL SE RENDRA ENSUITE EN NOUVELLE ZELANDE ET AU JAPON POUR Y
DISCUTER DES PROBLEMES DE L'INFORMATION).

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B